La zone euro à la merci des États : tant pis pour le peuple !

04/03/2012 à 10h00

Selon Philippe Murer, depuis que Mario Draghi, ancien vice-président de Goldman Sachs, est arrivé aux commandes de la BCE, les États ont un accès beaucoup plus facile au crédit. Belle réussite.



Ces baisses de taux auraient été beaucoup plus fortes si les États avaient pu emprunter à la BCE directement à 1 % ! Et surtout les potions amères de rigueur auraient été moins importantes, plus en rapport avec l'économie et non avec la finance.

Impact sur l'économie réelle

Du fait de la rigueur très dure imposée, une récession est anticipée dans les économies de la zone euro par les instituts de conjonctures publics ou privés. Du coup, les banques prêtent de moins en moins à l'économie réelle (malgré leurs dénégations de mauvaise foi) comme le montre le rapport de la BCE de janvier.

Ce qui augmente l'effet de la rigueur par une destruction de la demande privée. On rappellera qu'en Grèce, le pays le plus touché, plus d'un quart des entreprises ont disparu depuis 2 ans ! L'impact sur l'économie réelle est donc violent mais gêne un rebond futur par la destruction du tissu économique.

La naissance d'une nouvelle économie : qui perd, qui gagne ?

On voit que cette intrication entre les États et les banques

est une nouvelle forme d'économie. Les États et les banques ont presque « fusionné ». L'argent est distribué de façon quasi illimité au banques et à un coût quasi nul et sans aucune condition. Les États ne reçoivent de l'argent que s'ils sont prêts à se serrer la ceinture ou plutôt à serrer la ceinture de leurs citoyens.

Les grands gagnants sont donc les banques suivis des hauts fonctionnaires des États.

Les perdants sont … tout le reste de la population.

Certains nous diront qu'IL N'Y A PAS D'ALTERNATIVE ! *["There Is No Alternative", qui donne l'acronyme "TINA", NDLR]*

L'alternative

L'alternative est de dire très clairement aux dirigeants allemands :

. soit la BCE prête directement aux États à taux faibles le temps que la crise budgétaire se résolve en douceur, quitte à adopter une règle d'or raisonnable. (On peut même imaginer des prêts directs de la BCE à la Banque Européenne d'Investissement pour créer de la relance par la dépense publique en infrastructures ; on se rappelle tous avoir appris sur les bancs de l'école la réussite des grands travaux de Roosevelt ou New Deal aux États-Unis en 1933. On se rappelle tous aussi que le taux de chômage de 30 % en 1933 en Allemagne dû à une politique ultra-rigoureuse a amené un certain Hitler au pouvoir en Allemagne. A ce point là de notre raisonnement, on se demande si l'extrêmisme est dû à l'aveuglement du peuple ou à l'aveuglement de ses élites)

. soit nous demandons à l'Allemagne de sortir de l'euro, et si elle ne veut pas, nous la forçons à le faire en réquisitionnant la Banque de France et en faisant nous même tourner la planche à billets en euros. (Si on viole sa sacrosainte doctrine, il est fort possible que la tatillonne

Mme Merkel parte en courant…)

On pourra alors recréer le système financier suivant, qui a si bien réussi sous le Général de Gaulle pendant les 30 glorieuses, ou la politique ne se faisait pas à la corbeille et ou tout le monde s'en trouvait mieux !



Et pour les grincheux qui nous diront que cela crée de l'inflation, nous leur répliquerons que ce graphique montre bien que le taux d'inflation était très faible en France malgré l'utilisation de la planche à billet publique !

La zone euro à la merci des États: tant pis pour le peuple !

Que se passera-t-il si les gouvernants persistent dans cette voie ?

Face à cette politique économique destructrice de croissance mais créatrice d'inégalités, de chômage et de misère, les classes populaires finiront par se révolter en votant pour des extrêmes ou en allant dans la rue.

Les relations entre pays européens se tendront de plus devant les difficultés à gérer une population passablement énervée.

Beaucoup de violence en perspective si nos élites ne veulent pas ouvrir les yeux.

Marianne2